



Assemblée Générale du Vendredi 11 février 2022

Présents : 52 adhérents – 8 adhérents excusés ont donné leur pouvoir à 8 adhérents présents.

1 – Rapport moral

Le Président, Axel Fricke présente le rapport moral

Résumé : (voir le rapport complet en annexes)



Notre dernière assemblée générale date du 24 février 2020. Depuis, la situation de la Santé publique en France n'a fait qu'empirer ; près de 6000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux durant l'année 2020. Si la situation de ceux-ci est aujourd'hui dramatique, c'est à la fois la conséquence des politiques mises en œuvre depuis plus de 30 ans et de la gestion d'une crise sanitaire qui a épuisé les personnels

Le gouvernement a supprimé le numerus clausus, sans véritable augmentation du nombre de médecins en formation faute de moyens donnés à l'université. Il ne restaure pas l'attractivité du service public hospitalier, se contentant d'interdire le recours à des intérimaires et se refuse à toute mesure permettant une plus juste répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire en maintenant la liberté d'installation.

Les services d'urgence sont débordés partout en France à cause de la désertification médicale. Les patients n'ont souvent qu'une solution : aller aux urgences. Le forfait « patient urgences » mis en place cette année sert à décourager les personnes malades de se présenter aux urgences. Ce forfait de 19,61 € est à la charge du patient s'il n'est pas hospitalisé après un passage aux urgences. Les mutuelles sont contraintes à en rembourser une partie, mais comment feront-elles sans augmenter leurs cotisations ?

L'engagement pour le maintien et le renforcement du système de la Santé publique doit être le critère pour élire le prochain Président de la République. Et à Dole ?

L'hôpital public Louis Pasteur est en danger. Après la fermeture de services (la réanimation en 2014 et la 2ème ligne de SMUR la nuit en 2017), c'est la chirurgie conventionnelle (urgence et hospitalisation) qui est menacée. Les chirurgiens partent en retraite et ne sont pas remplacés. Le personnel soignant est fatigué et démoralisé et quitte l'hôpital public en nombre. Un Plan blanc est en vigueur actuellement, non pas en raison de

la pandémie, mais en raison d'un manque de personnel.

Les 23 Mo d'investissement prévus pour l'hôpital Pasteur vont en grande partie financer les blocs opératoires pour une chirurgie 100 % ambulatoire. **Au nom d'une logique comptable qui a peu à voir avec la notion de service public la chirurgie d'urgence et d'hospitalisation va être fermée au 1er avril !**

Les conséquences sont une perte de chance pour la population du bassin, un renoncement aux soins, des frais de transport supplémentaires pour les familles et un impact environnemental accru. De plus, le CHU de Besançon est dans l'incapacité de prendre en charge les 2000 interventions non-ambulatoires effectuées au CHG de Dole chaque année.

Ce n'est pas acceptable - l'accès pour toutes et tous aux soins de proximité est mis en question dans le bassin de vie dolois et l'attractivité du territoire en prend un coup.

Nous exigeons un engagement de l'ARS pour le maintien de toute la chirurgie. Nous sommes convaincus que le recrutement de nouveaux chirurgiens à l'hôpital public de Dole reste possible.

Au Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Ylie le « plan blanc » a été déclenché pour pallier au manque de personnels. Il manque des médecins généralistes, des infirmier(e)s, des aides soignant(e)s.

La nouvelle unité d'addictologie, dont on peut saluer l'ouverture, est financée au paiement à l'acte. La psychiatrie échappait jusqu'ici à ce mode de financement absurde qui a mis à mal la majorité des hôpitaux publics de France. On peut raisonnablement craindre son élargissement à l'ensemble des établissements hospitaliers.

Echanges avec les adhérent.e.s :

Des intervenants soulignent que :

- Se faire opérer à Besançon constituerait une perte de chances
- Pour les cas en urgences, d'autant qu'à Besançon aussi on manque de chirurgiens.
- On n'est plus dans la proximité
- Témoignage de Mme le Maire de Mont-sous-Vaudrey.
- Chacun a droit aux soins : Proposition de solliciter Mme la défenseure des droits.

Approbation du Rapport moral à l'unanimité.

2 –Rapport d'activités

Nadine Herrmann présente le rapport d'activités

Résumé : (voir le rapport complet en annexes)



La période a été marquée à la fois par la pandémie du Covid 19 et un premier confinement dès le mois de mars 2020, et par nos actions pour la défense de la Chirurgie conventionnelle, sur laquelle nous avons alerté par une conférence de presse en décembre 2019.

La vie de l'association s'est poursuivie avec les réunions régulières du conseil d'administration, 4 fois en 2020 : et 5 fois en 2021 ; et des réunions de bureau presque tous les mois depuis fin 2020.

Nous avons renforcé la communication avec nos adhérents avec la publication d'un bulletin de 6 pages en septembre 2020, puis l'envoi de 52 Flash infos hebdomadaires. Nombreuses conférences de presse et articles parus dans La Voix du Jura, Le Progrès, et sur RCF, France Bleue, FR3

Cette période nous a permis de renforcer notre audience auprès des élu.es avec notamment le vote d'une délibération du comité par 91 communes, d'une motion par le Conseil régional Bourgogne FC et la motion du conseil de surveillance de l'hôpital pour le maintien de la chirurgie conventionnelle en novembre 2021.

Nous avons mené de nombreuses initiatives, de la chaîne humaine du 20 mai 2020 : dès la fin du premier confinement, avec 240 personnes, et des manifestations le 16 mai, 30 juin, 4 février 2021, 5 juin, 30 septembre, 24 novembre, et à Paris le 4 décembre. Nous avons proposé un Quizz et en janvier, Place nationale nous avons fait signer des cartes postales au Président Macron.

Nous avons recueilli 3 500 signatures sur la pétition pour le maintien de la chirurgie conventionnelle, remises au préfet, rencontré les directeurs des 2 hôpitaux de Dole, le Directeur Général de l'ARS à Dijon, participé aux rencontres de la Coordination nationale à Sarlat, écrit une lettre ouverte au ministre de la Santé, aux parlementaires du Jura, participé à des émissions de radio...

A travers la vie de notre comité, nous avons éclairé les enjeux autour de la chirurgie conventionnelle et mis en mouvement population, personnels et élus.

Echanges avec les adhérent.e.s :

- Il est demandé des éléments sur les Quizz remplis à Dole. Il apparaît qu'un tiers des personnes qui se sont arrêtées pour signer n'étaient pas au courant de la situation de l'hôpital et de sa chirurgie. A la fin du Quizz, la quasi-totalité des personnes refusent la fermeture du service et font leurs avis du comité.
- On souligne le déni démocratique qui amène à détruire l'hôpital. Avec la demande d'un participant de la dissolution de l'ARS, un débat s'engage sur comment faire évoluer les politiques de santé définies par les gouvernements successifs et mises en œuvre par les ARS.
- Si le pouvoir des élus est limité, ils ont le pouvoir de porter la parole des citoyens. Quant au conseil régional, il a dans ses compétences la formation professionnelle dans les IFSI où le nombre d'infirmier.e.s en formation est en augmentation.
- L'importance des activités menées au cours de cette période est soulignée.

Approbation du rapport d'activités à l'unanimité

3 - Bilan financier :

Alain Raby présente le rapport financier

Bilan / Rapport financier 2021				
Désignation	Dépenses	Recettes	Résultat	
Solde Années 2019 et 2020		866,91	866,91	
Adhésions et dons		1598,00		
Frais bancaires - Agios	61,74			
Dépenses pour la Communication (tracts, affiches, étiquettes, site Internet)	466,21			
Location Salle de Réunion	20,00			
Achat matériel (Sono)	197,98			
Cotisation / adhésion Coordination Nationale	225,00			
Assurance Coordination Nationale	60,00			
Totaux / Résultat financier 2021	1030,93	1598,00	567,07	
Solde Compte Crédit Mutuel au 31/12/2021			1433,98	

Bilan / Rapport financier 2021				
Désignation	Dépenses	Recettes	Résultat	
Solde Années 2019 et 2020		866,91	866,91	
Adhésions et dons		1598,00		
Frais bancaires - Agios	61,74			
Dépenses pour la Communication (tracts, affiches, étiquettes, site Internet)	466,21			
Location Salle de Réunion	20,00			
Achat matériel (Sono)	197,98			
Cotisation / adhésion Coordination Nationale	225,00			
Assurance Coordination Nationale	60,00			
Totaux / Résultat financier 2021	1030,93	1598,00	567,07	
Solde Compte Crédit Mutuel au 31/12/2021			1433,98	

Budget prévisionnel 2022				
Désignation	Dépenses	Recettes	Solde	
Solde Compte Crédit Mutuel au 31/12/2021		1433,98	1433,98	
Adhésions et dons		1400,00		
Frais bancaires - Agios	60,00			
Dépenses pour la Communication (tracts, affiches, étiquettes, site Internet)	750,00			
Etats généraux de la Santé le 19/03/2022: frais dépl. Intervenants, etc.	300,00			
Achat banderole et grandes affiches	500,00			
Cotisation / adhésion Coordination Nationale	280,00			
Assurance Coordination Nationale	60,00			
Totaux / Prévision 2022	1950,00	1400,00	-550,00	
Solde Compte Crédit Mutuel au 31/12/2022			883,98	

POINT SUR LES COTISATIONS DES ADHERENTS

2019 : 154 adhésions – 1397 €
 2020 : 86 adhésions – 924 €
 2021 : 106 adhésions – 1570 €
 2022 :
 (Avant l'AG) : 40 adhésions
 (Après l'AG) : 76 adhésions – 907 €

Echanges avec les adhérent.e.s :

La cotisation de base reste fixée à 7 € ;

Approbation du bilan financier et du budget prévisionnel 2022 à l'unanimité.



4 - Perspectives 2022

Les projets et perspectives sont présentés par Laurence Bernier

Résumé : (voir le rapport complet en annexes)

Le comité a joué un rôle important dans la période écoulée et nous sommes reconnus. Pour autant, nous n'avons pas gagné à ce jour le maintien de la chirurgie conventionnelle à l'hôpital Pasteur – car nous nous heurtons : A des directives nationales (fermer services – tout ambulatoire) portées avec zèle par l'ARS BFC et son directeur ; et aux conséquences des politiques menées depuis des années (austérité, T2A,) qui ont entraîné avec par-dessus la crise du COVID, une grande fatigue des personnels en nombre insuffisant, crise du sens du métier...

Nous proposons donc que la défense de la chirurgie d'urgence et d'hospitalisation reste l'axe moteur de la période à venir. D'autant que nous sentons que nous pouvons gagner des avancées, notamment le maintien de la chirurgie d'hospitalisation jusqu'à la fin de la construction des blocs opératoires. En orthopédie/traumatologie, l'équipe est déjà là et pourrait se renforcer d'un 3ème chirurgien en juin, spécialiste de l'épaule.

La pression doit s'exercer sur l'ARS et nous pouvons nous appuyer sur un certain nombre d'élus

La période qui arrive est une période électorale. Avec notre coordination nationale, **nous voulons faire entendre la voix des usager.e.s (et personnels et élu.e.s)** – la bataille de la santé se mène au niveau local et national. Nous voulons peser dans le débat pour que la question de la priorité de l'accès aux soins pour toutes et tous, partout, soit entendue. Qu'au niveau local on arrive à freiner la casse accélérée de notre hôpital

NOUS DEMANDONS UN PLAN D'URGENCE

POUR L'HOPITAL avec des moyens financiers et humains ; que des efforts soient faits pour maintenir le personnel en place par des revalorisations salariales, de la considération, de la concertation en équipe ; que les étudiant.e.s en médecine soient formés en nombre suffisant en accordant les moyens nécessaires aux universités ; que les personnels médicaux soient répartis sur notre territoire en fonction des besoins que ce soit en zone rurale ou urbaine.

Nous venons de réunir les maires d'une trentaine de communes, qui nous ont apporté leur soutien, se sont engagés à populariser la défense de l'hôpital, à signer des parrainages pour l'Hôpital Louis Pasteur (à l'image des parrainages des Présidentielles).

Nous allons continuer à Informer nos adhérents, informer le public, le faire faire participer, en poursuivant la diffusion du flash info hebdomadaire (300 à 450 personnes touchées), nos liens avec la presse, publier des témoignages vidéo et développer d'autre communication : année Pasteur (affiches – pochoirs ?)

L'événement marquant de la période à venir sera la tenue des Etats Généraux de la santé que nous organisons en partenariat avec Les Mutuelles de France et la Mutualité du Jura, **le samedi 19 mars prochain à La Commanderie** Avec 3 thèmes :

- De quel hôpital public avons-nous besoin ?
- Quel accès aux soins de premier recours pour toutes et tous partout ?
- Quel financement pour un système de santé et de protection sociale de haut niveau ?



Echanges avec les adhérent.es.

- L'hôpital rayonne sur plus de 100 000 habitants. Il y a un déficit d'information.

- Proposition de préparer un document papier à distribuer pour les Etats généraux de la santé et demander aux maires de transmettre.
- Pour toucher la population, cela a un coût important, demander aux maires d'utiliser leurs bulletins municipaux.
- Se poser la question : pourquoi ils cassent l'hôpital ? Aux USA les dépenses de santé représentent 17 % du PNB (en France 12 %) alors que les soins sont de qualité moindre, car les financements vont au privé. En France, il y a un objectif d'ouvrir davantage le marché de la santé au privé.
- S'adresser aux salariés dans les entreprises, aux organisations syndicales pour les sensibiliser à la défense de l'hôpital car si demain l'hôpital est cassé, alors qu'ils manient des machines, des produits potentiellement dangereux... Cela permettrait d'élargir notre base.
- Forfait hospitalier : risque d'augmentation du renoncement aux soins
- Rappel des réformes des 30 dernières années et des politiques de santé dont on mesure les conséquences.
- Il faut former les personnels de santé en prenant en compte la dimension éthique de leur travail : infirmiers, sage-femmes, médecins. Lors de leurs stages, ils n'y sont pas formés et l'on va supprimer un an de formation en médecine/pharmacie. Il faudrait lister tout ce que les étudiants doivent savoir sans l'avoir jamais appris ! Ils sont livrés à l'autoformation.

- Aborder la question de la reconnaissance des aînés. En gériatrie, les personnels soignants se plaignent d'être maltraités par manque de moyens en personnels, de temps.
- Emmener les gens dans nos combats par le biais des communes.
- La période qui s'ouvre avant les élections doit nous permettre de faire monter la pression sur la priorité à donner à la santé, qui ne doit plus être traitée comme une marchandise. Il faut changer les orientations de la santé ; en finir avec la loi Bachelot, Hôpital Patients territoire.
- On a fait un grand pas avec la réunion avec les maires.
- Pour peser sur les politiques de santé : utiliser son bulletin de vote
- Année Pasteur : refaire une pièce de théâtre du style de l'Hôpital en jeu de 2019 ? et la faire tourner dans les communes
- Contacter la compagnie La Carotte ?
- Refaire une chanson pour nos initiatives, mettre en place une chorale ?
- La santé concerne ceux qui sont soignés et ceux qui soignent. Mettre en avant la dimension humaine de ces métiers (à l'opposé de la T2A qui déshumanise)
- Assurer le succès des ETATS GENERAUX DE LA SANTE



5 - Renouveau du Conseil d'administration

Nouveaux et nouvelles élu.e.s :
 Paulette GIANCATARINO – Alain BIGUEUR –
 Bernard JARROT – Bernadette VANACKER

Thomas GAILLARD (non-membre du CA)
 accepte d'assurer le contrôle financier du comité.

Les documents complets à retrouver sur notre site :
<http://www.defense-hopitaux-dole.fr>

**ETATS GÉNÉRAUX
DE LA SANTÉ
DU TERRITOIRE DOLOIS**

Pour que la santé soit
et reste un droit universel !

**3 TABLES RONDES
OUVERTES À TOUS**

De quel hôpital public
avons-nous besoin ?

Quel accès aux soins de
premier recours pour tous
et partout ?

Quel financement pour un
système de santé et de
protection sociale de haut
niveau ?

**Samedi 19 mars 2022 de 14h à 17h
à la Commanderie à Dole**

ORGANISÉS PAR LE COMITÉ DE DÉFENSE
DES HÔPITAUX PUBLICS DE DOLE,
LES MUTUELLES DE FRANCE
ET LA MUTUALITÉ FRANÇAISE JURÀ



